



MONTHEY
Le Kart Show va
rouler les
mécaniques
samedi
PAGE 16

MARTIGNY
Le Centre de loisirs
fait une photo de la
ville au travers des
habitants
PAGE 15

SION
Sursis pour les
vététistes que
la Municipalité veut
éloigner des bisces
PAGE 10

SIERRE
Un bâtiment de
Chalais abrite un
appartement pour
personnes âgées
PAGE 13

Les syndicats chrétiens demandent de nouvelles CCT

TRAVAIL Les patrons ont dit préférer le partenariat social au salaire minimum. Les syndicalistes les prennent au mot.



Johann Tscherrig (à gauche) et Patrik Chabbey, respectivement secrétaire général de Syna Haut-Valais et des syndicats chrétiens, ont annoncé qu'ils allaient mettre en ligne les réponses qu'ils recevront des milieux patronaux. LE NOUVELLISTE

JEAN-YVES GABBUD

Les Syndicats chrétiens du Valais (SCIV) veulent prendre les patrons à leur propre jeu. «Lors de la campagne sur le salaire minimum, le patronat a dit ne pas

pement des centres médico-sociaux, l'association des EMS et la Société médicale. «Notre démarche se veut constructive. Nous faisons notre job qui consiste à défendre les travailleurs», précise Patrik Chabbey.

Pour faire pression sur les employeurs, les syndicats ont annoncé qu'ils allaient mettre en ligne les réponses qu'ils recevront des milieux patronaux.

Réactions patronales positives

Du côté patronal, les responsables que nous avons contactés se montrent ouverts à la discussion.

Hubert Gattlen, le directeur de l'Union commerciale valaisanne, déclare même: «Nous l'avons dit lors de notre dernière assemblée générale, nous souhaitons mettre en route une CCT.»

Dans le secteur agricole, Pierre-Yves Felley, directeur de la chambre, indique que «c'est avec plaisir que nous allons poursuivre le dialogue social. Une convention collective existe en Valais depuis 2005. Pour l'instant, elle n'a pas été rendue obligatoire pour des raisons de représentativité de la chambre. Par contre, le contrat type rendu obligatoire par le Conseil d'Etat correspond à cette CCT.»

Du côté du Groupement des centres médico-sociaux, le prési-

LES SYNDICATS VEULENT ÊTRE PARTENAIRE SOCIAL DE L'ETAT DU VALAIS

Les syndicats veulent être reconnus comme partenaire social par l'Etat du Valais. L'Union syndicale valaisanne d'un côté et les syndicats chrétiens de l'autre ont écrit au Conseil d'Etat.

En juin, l'Exécutif cantonal a répondu avoir reconnu jusqu'ici comme partenaires les associations ou fédérations «ayant une forte représentativité pour ses membres». Il demande donc aux syndicats des éléments montrant leur représentativité.

Patrik Chabbey reconnaît que son syndicat ne compte que «quelques centaines» de syndiqués parmi le personnel de l'Etat. Les SCIV contre-attaquent en s'associant à Syna Haut-Valais. Dans un nouveau courrier, les syndicalistes chrétiens estiment qu'avec 21 000 membres en Valais et en étant partenaires dans de nombreuses conventions passées par des institutions agissant dans le giron de l'Etat, comme le RSV, ils devraient être reconnus.

Interrogé sur cette question, le conseiller d'Etat Maurice Tornay nous répond laconiquement que «le Conseil d'Etat traitera ce dossier dans le courant 2014». ● JYG

dent Benoît Bender annonce que l'appel des syndicats sera au programme du prochain comité directeur. Il précise que les CMS disposent déjà d'une grille salariale reconnue par le Conseil d'Etat.

La Fédération des communes valaisannes traitera également ce dossier lors de la prochaine séance de son comité. Son président, Stéphane Pont, qui est aussi président de Mollens, constate toutefois que dans sa commune «le personnel n'a jamais marqué sa volonté d'avoir une CCT.» ●

LOI SUR LE TOURISME

Un référendum au bout du suspense?

Aujourd'hui, à 16 heures, les hôteliers Alain Duc et Peter Bodenmann déposeront-ils les 3000 signatures nécessaires pour lancer un référendum contre la nouvelle loi sur le tourisme? En l'état, difficile d'être catégorique. Invité ce soir sur le plateau de Canal9, Alain Duc, qui centralise les documents, refuse de lâcher un chiffre. «Je ne dirai rien avant jeudi.» Peut-être qu'il ne le peut tout simplement pas en attendant le retour des communes pour la validation des signatures.

«Il y a une semaine il en manquait encore 1500, soit la moitié», reconnaît le député UDC Grégory Logean qui a été l'UDC le plus actif avec près de 130 signatures ramenées dont une centaine sur Evolène. Du côté de l'association hôtelière du canton, son directeur Patrick Béro, joint hier soir, n'était pas au courant et ne sera pas présent aujourd'hui en cas de remise des signatures. «Avec mon président, nous sommes restés en dehors de tout ça, car nos sections sont divisées.»

Pour rappel, les hôteliers des régions de Zermatt, Saas-Fee et Loèche – qui pèsent 50% des nuitées hôtelières du canton – sont contre le référendum, tandis que les autres sont pour. «Je sais seulement que certains ont beaucoup travaillé pour récolter des signatures», concède Patrick Béro. Une démarche à laquelle n'a pas vraiment participé le député socialiste German Eyer pourtant au comité de référendum. «J'ai toujours dit que c'était aux hôteliers de récolter ces signatures.» Si lui se montre pessimiste quant à l'issue de la démarche, Alain Duc a déjà confirmé sa présence ce soir à 18 heures sur le plateau du journal de Canal9. Pourrait-il y aller sans les 3000 paraphes? Le suspense est intenable... ● VF

PLATEFORME INTERACTIVÉ

L'eau livre tous ses secrets aux internautes valaisans

«On va ouvrir un robinet sur chaque ordinateur avec des informations sur l'eau!», s'enthousiasme Pascal Gross, le président de la fondation Cap Santé qui vient de lancer un site internet libre d'accès sur toutes les questions liées à l'eau. Cette plateforme interactive (www.res-eau.ch) offre au grand public des informations dans tous les domaines liés à la gestion de l'eau, comme la pollution, le calcaire, les stations d'épuration...

Le site aborde huit domaines, soit les boissons, le ménage, l'environnement, l'agriculture, l'industrie, l'énergie, le tourisme, les bureaux d'étude et laboratoires et la technologie de support. «Nous fournissons également un glossaire et les réponses aux questions les plus souvent posées au sujet de l'eau», précise Pascal Morard.

Des centaines de documents à disposition

Des milliers de documents sont à disposition grâce à des mots clés. «Nous avons aussi un système de recherches sur toutes les communes du Valais romand par rapport à l'eau», explique Hervé Fournier, le directeur de la fondation Cap Santé. Et parmi les documents figurent plus de 500 articles diffusés dans «Le Nouvelliste» depuis 2004. «Les personnes peuvent les consulter ou les télécharger», ajoute Pascal Morard, géologue.

Un volet pour les professionnels est actuellement en préparation. «Le but final étant que chacun se sente concerné par la problématique de l'eau», note Hervé Fournier.

Le site se veut utile aux citoyens qui ont un accès simplifié à l'information, le canton qui peut avoir ainsi une meilleure visibilité auprès des citoyens, aux communes qui peuvent échanger leurs expériences, aux entreprises, aux Hautes écoles et autres institutions.

«C'est un magnifique outil d'échange sur la thématique de l'eau», conclut Pascal Gross. ●

CHRISTINE SAVIOZ

Infos sur www.res-eau.ch

«Nous disons aux patrons: vous êtes croyants, soyez pratiquants.»

PATRIK CHABBEY
SECÉTAIRE GÉNÉRAL DES SCIV

vouloir de législation, parce que le partenariat social est la solution. Nous leur disons: vous êtes croyants, soyez pratiquants!», lance Patrik Chabbey, secrétaire général des SCIV.

Les syndicats, les SCIV et Syna Haut-Valais, ont donc écrit mardi à dix-sept associations patronales pour leur demander de «discuter d'une convention collective» dans leur secteur.

Parmi les destinataires de ce courrier se trouvent aussi bien la Chambre d'agriculture que la Fédération des communes, l'Union commerciale, le Grou-

PUBLICITÉ

Journée
«Toi et moi»
NOUVEAU!

172.-
pour 2 personnes

- ◆ BAINS
- ◆ SPA
- ◆ ASSIETTE DU JOUR
- ◆ MASSAGE 25 MIN. (en duo)

LES BAINS D'OVRONNAZ
wellness spa alpin

info@thermalp.ch - 027 305 11 11

PLUS DE FORMULES «DAY SPA» ET DE CURES WELLNESS SOUS
www.thermalp.ch